

## **ASSEMBLEE NATIONALE**

### **LME: l'Assemblée adopte l'article qui inquiète les commissaires aux comptes**

PARIS, 5 juin 2008 (AFP) - 20h30 heure de Paris –

L'Assemblée a adopté jeudi l'article du texte sur la modernisation de l'économie (LME) qui a provoqué la colère des commissaires aux comptes car il prévoit que les sociétés par actions simplifiées (SAS) pourront se passer d'eux pour certifier leurs résultats.

"Le gouvernement poursuit des objectifs de simplification", a souligné le secrétaire d'Etat Hervé Novelli (PME) en défendant cette proposition.

Les partisans de cette nouvelle liberté offerte aux SAS (capital minimum de 37.000 euros) estiment qu'il s'agit d'un moyen d'éliminer les obstacles au développement des très petites ou moyennes entreprises.

M. Novelli a rappelé que le coût moyen de la prestation d'un commissaire aux comptes était de 3.000 euros: "C'est de l'argent qui est directement rendu" aux petites entreprises, selon lui.

"Nous supprimons l'obligation, pas la certification des comptes pour les SAS", a insisté le rapporteur de la commission des Lois Eric Ciotti (UMP).

Le PCF a demandé en vain la suppression de cet article, "qui menace la profession de commissaire aux comptes, pourtant essentielle à la sécurité juridique des entreprises et au bon fonctionnement de l'économie".

Avant l'examen de la loi, la Compagnie nationale des commissaires aux comptes (CNCC) a affirmé redouter le pire pour sa corporation: "Les 67.000 SAS qui échapperaient au contrôle légal représentent un tiers de toutes les sociétés soumises à la certification. La moitié des 18.000 commissaires aux comptes devront par conséquent arrêter ce métier", avait-elle estimé.